

ABONNEMENT.
Somme: 30 fr.
Poste: 35 fr.
On s'abonne à SAUMUR, chez tous les Libraires.

L'ECHO SAUMUROIS

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE
JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS
BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20 c.
Réclames, — — — — 30
Faits divers, — — — — 15

RÉSERVES SONT PAÏES
Du droit de refuser la publication des inscriptions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne à PARIS, chez M. HAYAS-LAFFITE et Co, Place de la Bourse, 4.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,
4 Juillet 1881.

ATTENTAT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE des États-Unis.

L'assassinat politique est à l'ordre du jour! Après les souverains d'Europe, voilà les Présidents de République qui tombent sous les coups des meurtriers. Le général Garfield, président des États-Unis, a été atteint avant-hier, 2 juillet, dans la matinée, de deux coups de feu, à la gare du chemin de fer de Baltimore et du Potomac.

Washington, 2 juillet.
Le Président Garfield a reçu un coup de fusil, ce matin, à 9 heures. Le bruit court que le Président est mort. Une grande agitation règne dans la ville. L'assassin a été arrêté.

Washington, 2 juillet.
Le Président Garfield n'est pas mort. Il survivra probablement à l'attentat.

Washington, 2 juillet.
On assure que les blessures reçues par le Président Garfield ne sont pas mortelles.

Washington, 2 juillet.
Le Président Garfield se trouvait à la gare du chemin de fer de Baltimore et du Potomac; il était sur le point de partir pour Longbranch, où était M. Garfield, et il se proposait d'aller, cette après-midi, rendre une visite à des amis, aux bords de l'Hudson, puis ensuite d'aller à Williamstown (Massachusetts).

Washington, 2 juillet, midi.
Le Président Garfield est blessé au bras droit et à la hanche droite, en arrière, près des reins. Le blessé a repris connaissance et vient d'en-

voyer à M. Garfield un télégramme le priant de venir auprès de lui. Les médecins ont constaté que les blessures ne sont probablement pas mortelles. L'assassin refuse de déclarer son nom; mais on assure que c'est un ancien consul à Marseille, qui a été révoqué.

Washington, 2 juillet, 2 h. 1/2.
Les symptômes deviennent de plus en plus alarmants. On craint une hémorragie interne. Les médecins n'osent pas tenter l'extraction des balles. L'impression générale est que le Président s'affaisse rapidement.

Washington, 2 juillet, soir.
L'assassin du Président Garfield est un Canadien nommé Guiteau, qui aurait vainement postulé l'emploi de consul des États-Unis à Marseille. D'autres rapports disent que Guiteau est fou. Le bulletin, publié par les médecins à huit heures et demie du soir, exprime la crainte que M. Garfield ne soit plus en vie dans une heure.

Les journaux républicains qui, au moment de l'assassinat de l'empereur Alexandre II, disaient que l'assassinat politique ne se voit que dans les monarchies, se bornent aujourd'hui à publier les dépêches sans commentaires.

La République française, comme l'Intransigeant, n'a pas un mot de réflexion. Ils peuvent voir maintenant que les chefs d'Etat républicains ne sont pas plus à l'abri des attentats que les rois ou les empereurs.

Les bandits sont partout les mêmes, et leurs forfaits sont toujours dirigés contre l'autorité, que cette autorité soit une République ou une Monarchie.

Le 15 avril 1865, le président Lincoln était assassiné en plein théâtre par l'acteur Wilkes Booth, qui lui cria le mot de Franklin: Sic semper tyrannis! Le 2 juillet 1881, c'est le tour du président Garfield, qui tombe aussi victime d'un lâche attentat après quelques mois seulement de gouvernement.

Non, certes, les théories républicaines ne préservent pas du meurtre politique. Présidents ou rois sont à la merci des scélératesses révolutionnaires ou des vengeances privées.

L'histoire du Mexique, du Pérou, de l'E-

quateur, du Venezuela, où l'on fusille si facilement les Présidents, nous montre au contraire que le crime est toujours le moyen naturel et ordinaire des révolutions. Le couteau ou le fusil est l'arme de tous les ambitieux qui ont une déception à venger ou une convoitise à satisfaire.

Le Sic semper tyrannis! sera toujours l'ex-cuse du misérable qui commettra un crime politique.

La presse républicaine a coutume de glorifier ou d'excuser les scélérats qui tirent sur les souverains. Nous n'avons pas oublié les clameurs sauvages des uns à la nouvelle de l'assassinat de l'empereur Alexandre, la pitié sympathique des autres pour les meurtriers quand ils subissaient leur châtiement.

Nous n'imiterons pas nos adversaires politiques.

Pour nous, le crime est toujours le crime. Qu'il soit dirigé contre un souverain ou contre un Président de République, il nous inspire la même horreur.

Nous regardons les Hœdel, les Nobiling, les Moncasi, les Passanante, les Ryssakoff, les Solowieff et autres comme des scélérats; — scélérats aussi sont à nos yeux les Wilkes Booth et les Charles Guiteau.

Chronique générale.

Le conseil des ministres s'est réuni samedi matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Ferry.

La discussion a été très-longue est très-vive et a porté principalement sur les conséquences de la séance de jeudi dernier.

Il est inexact que le général Farre ait offert sa démission à la suite du vote qui a clos la discussion sur les événements d'Algérie.

Il n'a pas été question du remplacement du gouvernement général de l'Algérie et il n'est pas question non plus de sa démission, que tout le monde considère pourtant comme inévitable.

Le conseil a décidé l'envoi de corps de

troupes à Sfax et sur la frontière de Tripoli. Des renforts seraient également envoyés aux colonnes expéditionnaires qui opèrent contre Bou-Amena.

Plusieurs régiments, qui sont actuellement en France, auraient reçu l'ordre de se tenir prêts à partir.

Il y aura demain cinquante-un ans que le drapeau de la France a été planté sur les remparts conquis d'Alger. Au bout d'un demi-siècle, grâce à l'impérialisme des gouvernements, et surtout du gouvernement actuel, la colonisation est arrêtée, les Arabes ne sont pas soumis, et la guerre recommence sauvage, acharnée, comme aux jours de la conquête. Il faudrait un général à main ferme, à coup-d'œil sûr, connaissant à fond les mœurs arabes, capable de conduire au feu nos colonnes, comme jadis Bugeaud, Lamoricière, Clauzel, Damrémont. A sa place, notre gouvernement y envoie un avocat incapable! Veut-il que la République marque son passage en France par la perte irrémédiable de notre colonie algérienne? Est-ce le couronnement du nouvel édifice?

A propos de l'interpellation sur les affaires d'Algérie, le Progrès militaire dit:

« Cette issue de l'interpellation était prévue. Elle ne doit pas néanmoins être considérée par le gouvernement comme un blanc seing accordé à tous les actes qui se sont passés dans la province d'Oran. Nos officiers et nos soldats ont certes bien fait leur devoir, leur conduite a été au-dessus de tout éloge; mais la Chambre s'est parfaitement rendu compte que leur action n'a pas été employée à temps et comme elle aurait dû l'être par les autorités militaires et par le pouvoir civil. Aussi, sans l'imminence des élections, les explications de M. le ministre de la guerre auraient-elles eu certainement une tout autre sanction. Le rejet de l'ordre du jour Méline devait entraîner la dissolution générale du cabinet; la Chambre l'a

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

FILS DU GARDE-CHASSE

(Suite.)

Tout était solitaire autour de moi; les paysans étaient éparpillés dans les champs et les portes devant lesquelles je passais restaient closes. Je ne désirais alors rencontrer personne; je m'entretenais avec tous les objets que je trouvais sur ma route, il me semblait que chacun m'adressait la même question: « Te souviens-tu? » Oui, je me souvenais; là était la route de l'école où tout enfant je me rendais mes livres sous le bras, là je m'étais battu avec les autres enfants du village, là j'avais commis une faute que mon père avait justement punie, et il m'avait dit: — Tu deviendras un mauvais sujet.

« Hélas! il ne savait pas prédire si juste, il ne savait pas que les fautes de l'enfant contenaient déjà en germe les égarements de l'homme fait. Grands et petits événements de mes jeunes années, tous surgissaient en foule dans ma mémoire, évoqués par la vue des endroits où ils s'étaient accomplis, et je remontais, comme nous devrions le faire souvent, le cours de ma vie, et je parcour-

rais par la pensée les étapes par lesquelles j'avais passé depuis mon berceau.

Beaucoup de choses s'expliquaient ainsi pour moi et s'éclaircissaient d'un jour tout nouveau.

A quelques pas de moi commençait un petit chemin qui serpentait entre deux haies d'aubépine; il conduisait au cimetière que j'apercevais dans un massif de verdure.

C'était là que dormaient les membres de ma famille, c'était là que j'avais vu porter ma mère, ma bonne et sainte mère dont j'avais si mal observé les enseignements.

J'éprouvais le besoin d'aller m'agenouiller sur sa tombe et de lui demander mon pardon.

Ce fut avec un religieux respect que j'entrai dans la demeure des morts; de vieux cyprès projetaient leur ombre sur les tombes entre lesquelles poussait une herbe haute.

Point de luxe, rien de cet appareil un peu théâtral qui, dans les cimetières des grandes villes, témoigne plutôt de l'orgueil des survivants que d'une pieuse tendresse pour des morts regrettés.

Seul le monument des châtelains d'Alboval rappelait la distinction des rangs.

Je fus étonné d'y voir des fleurs fraîchement déposées.

Qui donc était venu rendre cet hommage au vieux gentilhomme mort dans l'abandon?

J'avais été envers lui ingrat et coupable, je

m'agenouillai et lui adressai l'expression de mes remords.

Je cherchais la place où avait été déposée ma mère parmi les humbles croix dont les inscriptions me rappelaient des êtres bien connus sans doute: celle qu'on lui avait consacrée avait disparu, car il ne restait plus personne pour veiller sur la tombe de la pauvre paysanne.

Je cherchais depuis quelque temps sans espérer de résultat, lorsqu'une croix toute neuve arrêta mes regards; j'y lus le nom de ma mère et l'inscription que j'avais vue autrefois sur le bois vermoulu: « Elle fut bonne mère, bonne épouse, elle est morte victime du dévouement auquel elle consacra toute sa vie. »

Oh! cette épitaphe n'était pas menteuse; sa carrière s'était écoulée sans tache et elle avait laissé dans les cœurs de tous ceux qui l'avaient connue un souvenir vénéré.

Ma mémoire évoqua son image et je me la représentai aussi saisissante que si je l'avais vue la veille, et je lui adressai la parole comme si elle avait pu m'entendre.

Oui, elle m'entendait, je m'en doutais pas, je me figurais recevoir de sa bouche des consolations et des encouragements.

Je quittai le cimetière du village le cœur fortifié et reconforté.

J'étais dans un courant d'idées saines, et le con-

tentement intérieur que j'éprouvais se reflétait sur tout ce qui m'entourait, tout revêtait un aspect riant et aimable, je trouvais à la campagne un charme indicible, je me plaisais à errer dans les sentiers creux, sous l'ombrage des grands arbres, mes pensées étaient non pas gaies, mais empreintes de cette douce mélancolie qui a autant d'attrait que la joie.

Je fus arraché à mes rêveries par le tintement d'une de ces clochettes qui dans les chemins étroits annoncent l'approche d'une charrette.

Tout en m'effaçant contre le fossé pour lui laisser passage, j'entendis la voix du conducteur qui causait avec son cheval comme avec un ami.

— Allons, mon vieux Papillon, lui disait-il, encore un coup de collier; avant une demi-heure nous arriverons, tu trouveras à l'écurie une bonne pitance et tu auras le temps de te reposer.

Il lui adressait d'autres encouragements, et le vieux animal semblait le comprendre, marchait d'une bonne allure, sans avoir besoin d'être stimulé par le fouet.

Je fus pris de sympathie pour ce paysan; la douceur à l'égard des animaux, cette affectueuse familiarité que beaucoup de gens peuvent trouver naïve, étaient à mes yeux des symptômes d'une bonne nature.

Les hommes qui traitent les auxiliaires de leurs travaux comme des compagnons auxquels on doit

compris et elle n'a pas voulu renverser le ministère à un pareil moment. M. le général Farre et ses collègues conservent donc leur portefeuille; mais ils ne survivront certainement pas à la Chambre actuelle. »

La Gazette de Cologne ouvre une nouvelle campagne contre nous, pour nous créer des difficultés avec l'Espagne. Il y a deux jours elle terminait un article très-aigre, en disant que la France doit payer la rançon des malheureux colons espagnols faits prisonniers par Bou-Amena.

Et immédiatement l'Imparcial, de Madrid, qui a sans doute reçu le mot d'ordre, s'empresse de formuler les mêmes réclamations, accuse nos généraux d'impéritie, pousse le cabinet espagnol à demander satisfaction et réparation pour la ruine et la captivité de ses nationaux.

C'est là une nouvelle affaire à laquelle notre gouvernement n'a peut-être pas songé. Si demain le gouvernement de Madrid réclame des indemnités pour ses nationaux ruinés, massacrés ou enlevés, il faudra donc payer ou nous aliéner encore l'Espagne comme l'Italie.

Cette manœuvre de la presse allemande nous fait songer fatalement à la fameuse candidature du prince Hohenzollern au trône d'Espagne en 1870, d'où est sortie la guerre. Il faut avouer que nos ennemis sont habiles à profiter de nos fautes et de nos embarras.

On lit dans les Tablettes d'un Spectateur :

« On sait que les finances de la Régence de Tunis sont depuis de longues années sous la tutelle de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, qui ont constitué à Tunis une commission financière composée de 7 membres : 2 Français, 2 Anglais, 2 Italiens et un Tunisien. C'est cette commission financière qui perçoit les impôts et paie les intérêts de la dette. »

« Nous apprenons qu'au ministère des affaires étrangères on étudie le projet de supprimer cette commission financière. »

« Voici par quel moyen : »

« Un groupe de capitalistes offre de rembourser à tous les porteurs de dette tunisienne et de se substituer au lieu et place de la commission internationale en prenant les mêmes garanties que les nations avaient prise. »

Un crédit de huit millions et demi va être demandé pour appliquer, dès 1881, la nouvelle loi sur la gratuité de l'instruction primaire. Quant à l'année 1882, un crédit de 22 millions à prélever sur les excédants disponibles est inscrit au budget en prévision de la même charge scolaire.

Trente-deux millions et demi seront donc dépensés en deux ans, et dès lors payés par les contribuables. C'est ce qu'en langage républicain on appelle la gratuité de l'instruction primaire. O piperie des mots !

Épargner les mauvais traitements, ne sont jamais méchants; les sentiments qu'ils manifestent à l'égard des êtres inférieurs, ils les éprouvent à plus forte raison pour leurs semblables.

Il me semblait que cette voix ne m'était pas inconnue.

En effet, quand le paysan passa à côté de moi, je retrouvai en lui le fils d'un cultivateur des environs dont je me raillais autrefois, parce que je le trouvais simple et borné.

En réalité, il était borné dans ses desirs, suivait tranquillement sa voie, sans élever son ambition au-dessus de sa condition, ce qui, je l'avais appris plus tard, n'était pas du tout la preuve d'une intelligence intérieure; de nous deux ce n'était certainement pas moi qui avais su mieux diriger ma conduite.

Il n'avait aucune raison de m'aimer, car je ne lui avais pas épargné les témoignages d'un sot orgueil.

Il s'arrêta cependant dès qu'il m'eût reconnu.

Il était du même âge que moi, mais, à en juger par sa bonne et cordiale figure, hâlée par le soleil, on lui aurait donné plusieurs années de moins.

— Je suis bien heureux de vous voir, me dit-il; on prétendait que vous étiez en voyage, bien loin d'ici, et que vous ne reviendriez pas de longtemps.

— Qui donc a dit cela ?

— M. Henri d'Alboval.

Si l'on veut avoir une preuve du désarroi qui règne en Tunisie, un témoin oculaire nous rapporte qu'ayant passé, l'autre jour, à la Calle pour se rendre en France, il y avait en rade un bateau des Transatlantiques qui était arrivé là pour charger 400 mulets. Ce bateau était à l'ancre depuis cinq jours, et, au moment où il allait commencer l'embarquement, une dépêche lui ordonnait de venir à Tunis pour embarquer des troupes.

Or, comme l'on sait, le gouvernement paie aux Transatlantiques 15,000 fr. par jour lorsqu'il les réquisitionne. Voilà donc un bateau qui aura coûté 90,000 fr. de séjour, et 40 ou 50,000 fr. pour l'aménagement du transport de 400 mulets qui n'ont pas été transportés.

La Turquie propose de continuer la ligne de chemin de fer Constantinople-Philippopolis par Sophia jusqu'aux chemins de fer serbes, et de construire une ligne latérale de Pristehina dans la direction de la ligne Mitrovica-Salonichi. L'acceptation de ce dernier projet par l'Autriche est encore douteux.

Sous ce titre : « Une première question au gouvernement », un nouveau journal, la Vendée, qui, nous l'espérons, justifiera pleinement son nom, publie l'article suivant :

« Est-il vrai que le gouvernement de la République ait été éclairé, à la fin de l'année dernière, par un fonctionnaire français, et de la manière la plus précise, sur les agissements des espions de l'armée allemande à Paris ? »

« Est-il vrai que l'on ait révélé au ministère de l'Intérieur le lieu des réunions des officiers en mission secrète, les noms d'une partie d'entre eux, le jour de ces conciliabules hebdomadaires, le mode d'envoi à Berlin de leurs procès-verbaux, et l'objet de leur espionnage ? »

« Est-il vrai que l'on offrait au ministre de lui donner de nouveaux renseignements et de le tenir au courant de ces manœuvres ? »

« Est-il vrai, enfin, que le ministre n'a pas donné signe de vie à l'intermédiaire qui s'était chargé de le renseigner, affirmant ainsi sa profonde indifférence pour les intérêts les plus sacrés de la France ? »

« Quand on nous aura répondu, nous poserons quelques questions non moins intéressantes. Mais nous avons la ferme conviction que l'on ne nous répondra pas. »

« Cela ne nous empêchera pas, du reste, de continuer ce petit interrogatoire à nos moments perdus. Nous ne serons pas vite au bout. »

On écrit de Quimper à l'Indépendance bretonne de Saint-Brieuc :

« Un fait d'une certaine gravité, qui jette ici une vive émotion, se passe aujourd'hui même dans notre chef-lieu.

« Les séminaristes qui sont d'âge à faire

partie du contingent ont été appelés devant le conseil de révision.

« Ils sont, en ce moment même, au nombre de 37, à l'hôtel de la préfecture.

« C'est un fait sans précédent.

« La loi sur l'incorporation du clergé dans l'armée n'a même pas été discutée au Sénat. »

Garibaldi vient d'adresser la lettre suivante à M. Dobelli, directeur de la Capitale, journal démocratique de Rome :

Mon cher Dobelli,

La République de Grévy — du généreux et pacifique Grévy — et de Gambetta a jeté la France aux pieds de Bismark, et le despotisme européen s'en est frotté les mains avec raison.

Ces républicains d'un caractère médiocre ont renié l'Alsace-Lorraine, et, pour se faire pardonner leur origine italienne, ils nous menacent d'une nouvelle invasion à Rome.

Quant à ce qu'il y a à faire en Italie, demandez-le à l'illustre et vénérable général Fabrizzi.

Toujours le vôtre,

G. GARIBALDI.

Garibaldi ne pouvait manquer de joindre sa voix au concert de haine et de malédiction qui s'élevait en Italie contre la France.

Qu'est donc venu faire chez nous en 1870 ce vieux condottiere? Nos républicains comprennent-ils enfin le ridicule et la sottise de leurs sympathies pour cet odieux personnage?

### ALGÉRIE.

Saïda, 30 juin.

Bou-Amena se trouve aujourd'hui à quatre journées de marche du Kreider, point où il a passé le Choit. Il s'est arrêté là, au Djebel-Hantar. Les Laghouat-Ksel, qui avaient à se plaindre de lui pour les avoir laissé battre par la colonne Brunetière, se sont séparés de lui et occupent (toujours d'une façon hostile) le sud de Frenadah à Geryville.

Bou-Amena essaie en ce moment de faire remonter les Traffis vers le nord. Il est avec eux en grande discussion pour le partage de son butin.

Un espion envoyé dans les parages qu'occupe Bou-Amena s'est fait prendre par ce dernier qui l'a renvoyé au général Détrie, avec mission de lui dire que les prisonniers européens étaient à sa disposition, qu'il n'avait qu'à venir les prendre.

Marhoum est à l'abri d'un coup de main; ce point important est occupé par une compagnie de zouaves de la colonne Détrie.

Les cinq colonnes sont ou vont être ainsi disposées :

4 à 20 kilomètres S.-E. de Frenadah; 4 à Geryville; 4 au Kreider; 4 entre El-Aricha et Ain-Chair; 4 à Saïda et sur les hauts plateaux voisins.

On ignore encore le chiffre d'hommes qu'elles atteindront.

On dit que Si-Sliman, ancien chef insurgé et qui s'est récemment échappé de Méquinez (Maroc), où il était interné, s'occupe réellement de soulever les Beni-Guil et les Hamyans; il est cependant l'ennemi juré des Traffis.

Un convoi de chameaux est arrivé de la

colonne Détrie pour former ici un dépôt de ravitaillement à destination des colonies.

Le préfet d'Oran est parti pour Frenadah et le maire de Saïda pour Alger. Vingt blessés des différentes colonnes, dont un porté en litière, ont été évacués sur les hôpitaux d'Oran ou de Mascara.

### Etranger.

RUSSIE. — La Lanterne a publié les lignes suivantes de son correspondant spécial à Saint-Petersbourg :

« De tous les cotés de la province arrivent les nouvelles les plus alarmantes. A Moscou, la police est sur la piste d'une bande de jeunes gens nommée « le Krasny kins-hal » (le poignard rouge).

« Ils ont tous juré de tuer l'empereur, les membres de la famille impériale et le « la liberté » (c'est-à-dire constitution et mesures libérales).

« Ces jeunes gens devaient, hier, rendre tous à Saint-Petersbourg pour commencer leur œuvre de « la délivrance de la patrie ». Grâce à une dénonciation, la police a pu prendre toutes les mesures pour empêcher leur départ. Mais, jusqu'à ce moment, personne n'est encore arrêté; seulement, dans le logement vide de l'un d'eux, un nommé Trichonoff, on a trouvé des papiers révolutionnaires et compromettants. Chose curieuse, tous les membres de cette conjuration figurent sous des noms fictifs grecs comme Harmodios, Aristogithon, etc., sur les papiers saisis par la police, et comme si la police est impuissante à trouver la vraie piste.

« A Kazan, la police vient d'arrêter aussi cinq nihilistes, dont un officier. Les cinquante qui procédaient à cette arrestation ont été obligés de charger la foule qui s'était assemblée aux abords de la maison et qui voulait l'incendier. Il y a eu plusieurs blessés et l'un des nihilistes arrêtés a été tué dans la bagarre.

« Dans le sud de la Russie, il suffit seulement d'une étincelle pour qu'une révolte ouverte éclate. De tout côté arrivent des nouvelles alarmantes, et il est vraiment incompréhensible que l'empereur, aveuglé par des conseils bigots de son factum Pobedonoszeff, ne veuille pas faire ce que le peuple demande; ce qui lui rendrait la tranquillité et l'adoration de ses sujets. Mais « quos vult perdere Jupiter demanat », et il s'avisera, comme son père le czar Alexandre II, quand il sera déjà trop tard. »

Nous ne reproduisons cette dépêche qu'à titre d'information, et sans la garantir.

L'Intransigeant a également annoncé que le Kremlin avait pris feu en trois endroits différents, mais rien n'est venu confirmer cette nouvelle.

ITALIE. — Les socialistes profitent de l'agitation contre la France pour amener les populations contre le gouvernement. Les

l'ours que je désirais ensevelir dans l'oubli.

Je coupai court à ses questions embarrassantes en lui en adressant moi-même :

— Si je suis heureux? me répondit-il; pourquoi ne le serais-je pas? Rien ne me manque; j'ai la santé, du blé au grenier, du vin au cellier, une femme et des enfants qui m'aiment, que me faut-il de plus ?

Il avait raison; il ne demandait à la vie que ce qu'elle pouvait lui donner; c'est là un des principaux éléments du bonheur.

— Viens avec moi; me dit-il, tu en jugeras par toi-même.

J'acceptai et nous cheminâmes ensemble en caressant à côté du vieux cheval qui traînait sans trop d'efforts la charrette.

Son maître lui adressait de temps en temps quelque bonne parole.

— C'est un vieux serviteur de la famille, me dit-il. Il a ramené bien des récoltes et fait à la ville bien des voyages avec mon père. Celui-ci me l'a recommandé; il n'y a pas de danger que je m'en défasse. Il serait si malheureux, loin de la ferme où nous l'aimons tous. Je ne lui demande qu'un travail mesuré à ses forces; quand il ne pourra plus le faire, il se reposera; je lui dois bien cela, n'est-ce pas, mon vieux Papillon? Vois, il me comprend.

En effet, le brave animal dressait les oreilles, et je croyais lire dans ses yeux si bons, si doux, l'ex-

pression de l'affection et de la reconnaissance.

Nous arrivâmes à la ferme; elle était de modeste apparence, bâtie de matériaux fournis par le pays, mais tout, les bangers, l'étable, l'écurie, indiquaient la sollicitude d'un fermier entendu qui ne laisse pas plus ses bâtiments dépérir que les mauvaises herbes envahir ses champs; des arbres fruitiers, quelques arbustes d'ornement formaient autour une ceinture verdoyante; le long des murailles grimpaient un immense rosier dont les fleurs embaumaient l'air, une glycine, un jasmin dont les boutons se préparaient à éclorer.

La fermière était dans la cour; c'était une robuste campagnarde qui devait apporter un précieux concours à son mari.

Elle était en ce moment occupée à distribuer la pâture aux volailles qui couraient autour d'elle caquetant, en se poussant à la poursuite du grain éparpillé sur le sol; des bambins aux joues rouges, rayonnant de santé, se pressaient aux côtés de leur mère.

Mon ami Claudin me présenta.

— M. Renaud, dit la jeune femme; je crois en effet en avoir entendu parler.

Elle n'en avait sans doute pas entendu dire grand bien, car sa figure n'avait rien d'avant, et je crois qu'elle n'éprouvait aucun plaisir de me voir en compagnie de son mari.

(A suivre.)

Louis COLLAS.



